

Ali Yahia Abdenour est décédé à l'âge de 100 ans L'infatigable défenseur des droits de l'Homme s'en va

● Le Président Tebboune présente ses condoléances à la famille et compagnons du défunt

Page 3



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5360 - Lundi 26 avril 2021 - Prix : 10 DA

Selon l'immunologue Djenouhat

Situation épidémiologique inquiétante mais maîtrisable si...

Page 2



Invitée par l'Organisation internationale des employeurs

Saida Neghza : «Notre rôle est de protéger l'outil de production nationale»

Page 3

La pandémie à un triple point de vue (1)

Par Mohamed Habili

Comme une pandémie ne se développe pas dans seul un milieu uniforme, en quelque sorte abstrait, qui serait extensible au monde entier, mais dans des milieux nationaux et régionaux spécifiques, à ce titre susceptibles d'être en rupture les uns avec les autres, le point de vue local sur son évolution conserve toute sa pertinence. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à observer le phénomène en cause dans des pays aussi proches les uns des autres que sont les pays maghrébins. Ceux-ci offrent à cet égard des tableaux dissemblables, au double plan du nombre des contaminations et des décès par jour, chose constatable depuis quasiment le début de l'épidémie, ou plus exactement depuis son installation. C'est là quelque chose qui a pris tout le monde au dépourvu. Les Maghrébins considérant qu'ils forment pour l'essentiel un seul peuple, ce qui aurait été normal à leurs yeux, c'est que l'épidémie se comporte chez eux en gros de la même façon par-delà les frontières entre leurs Etats. Ce n'est pas le cas. Tant par le nombre des décès que par celui des nouvelles contaminations les différences sont notables entre eux quatre. Le moins touché, c'est la Mauritanie, à la fois le moins peuplé et le moins urbanisé. Ensuite vient la Libye, dont le tableau d'ensemble est, malgré la différence en termes de population, plutôt proche de celui qu'offre l'Algérie.

Suite en page 3

Ministère de la Défense nationale

Une «dangereuse conspiration» ciblant l'Algérie fomentée par le MAK dévoilée



Ph/D. R.

Une dangereuse conspiration ciblant l'Algérie, fomentée par le mouvement séparatiste "MAK", a été dévoilée, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Page 2

La Délégation nationale de sécurité routière alerte

20 % des accidents sont causés par les motocyclistes

Page 2

Covid et variants à Béjaïa

Un rebond de contamination observé ces dernières semaines

Page 16

Ministère de la Défense nationale

Une «dangereuse conspiration» ciblant l'Algérie fomentée par le MAK dévoilée

■ Une dangereuse conspiration ciblant l'Algérie, fomentée par le mouvement séparatiste "MAK", a été dévoilée, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Bousaad D.

"Dans la poursuite des investigations sécuritaires relatives à l'opération menée la fin du mois de mars 2021 par les services de sécurité relevant du MDN, ayant permis le démantèlement d'une cellule criminelle composée de partisans du mouvement séparatiste "MAK", impliqués dans la planification d'attentats et d'actes criminels lors des marches et des rassemblements populaires dans plusieurs régions du pays, en sus de la saisie d'armes de guerre et d'explosifs destinés à l'exécution de ses plans criminels, une dangereuse conspiration ciblant le pays, fomentée par ledit mouvement, a été dévoilée», précise la même source. "En effet, les graves aveux donnés par l'ex-membre du mouvement subversif "MAK", le dénommé H. Nouredine, aux services de sécurité, ont révélé l'existence d'un plan criminel perfide visant à perpétrer ces attentats pour exploiter, ensuite, les images

dans leurs campagnes subversives et implorer l'intervention étrangère dans les affaires internes du pays», relève le MDN, ajoutant que "ce plan a levé le voile sur l'implication de plusieurs membres du mouvement séparatiste "MAK", ayant bénéficié d'entraînements au combat à l'étranger avec le financement et le soutien de pays étrangers".

Il est à souligner que "cette opération qui dénote du degré de vigilance des services de sécurité relevant du MDN et de leur capacité à mettre en échec tous les plans criminels, est toujours en cours afin d'arrêter tous les membres impliqués dans cette bande de criminels qui visent à porter atteinte à la sécurité, la stabilité et l'unité du pays".

Il est à rappeler qu'à la fin mars dernier, cinq personnes qui projetaient d'organiser des actes terroristes dans les villes de Tizi-Ouzou et Bejaia, durant les marches du Hirak ont été arrêtées à Tizi-Ouzou, a indiqué un communiqué du parquet d'Azazga (Tizi-Ouzou).

Ces individus ont été interpellés

"sur la base d'éléments objectifs obtenus suite au traitement d'une affaire de +détection d'armes de guerre et d'explosifs en vue de leur utilisation dans des actes terroristes+, dont les faits remontent à la mi-mars courant", a ajouté la même source.

"Suite à l'exploitation de renseignements parvenus aux éléments du service régional de la police judiciaire de la sécurité militaire de l'Armée de la 1ère Région Militaire, faisant état de l'existence d'un plan pour l'organisation d'opérations terroristes au véhicule piégé, au cœur du Hirak dans les villes de Tizi-Ouzou et Bejaia, une enquête a été ouverte et a permis l'identification des 5 mis en cause dans cette affaire", a-t-on précisé.

Il s'agit de (H. N), (R. K), (M. F), (M. H), et (M. CH), âgés entre 36 et 51 ans, originaires des wilayas de Bouira et Tizi-Ouzou, a-t-on souligné dans le même communiqué.

Des armes de guerre, à savoir un fusil à pompe de marque Scorpion, un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un pistolet,



des munitions et divers appareils électroniques ainsi que deux véhicules, ont été saisis dans le cadre de cette affaire, a-t-on indiqué.

A l'issue de l'enquête, les cinq suspects ont été présentés devant le parquet d'Azazga, ils ont été entendus par le procureur de la République qui a

transféré le dossier devant le juge d'instruction pour des "délits qualifiés d'actes terroristes". Entendu par le juge d'instruction, le mis en cause (R. K) a été placé sous mandat de dépôt, tandis que le reste des suspects ont été placés sous contrôle judiciaire, a-t-on précisé.

B. D.

La Délégation nationale de sécurité routière alerte

20 % des accidents sont causés par les motocyclistes

«Même s'ils ne représentent que 2 % du parc automobile national, les motocyclistes sont à l'origine de près de 20 % des accidents de la circulation», a indiqué le président de la Délégation nationale de sécurité routière, Ahmed Ait El Houcine, a assuré que «les motocyclistes sont à l'origine de près de 20 % des accidents de la circulation, même s'ils ne représentent que 2 % du parc automobile national». Par la même occasion, Nait El Houcine a appelé les motocyclistes, en particulier les jeunes, à respecter le code de la route et à porter des moyens de prévention tels le blouson moto et le casque.

Concernant la campagne de sensibilisation à la prévention des accidents de la circulation, organisée par la Délégation nationale de sécurité routière avec la participation de plusieurs secteurs, organismes concernés et acteurs de la société civile, elle vise à sensibiliser les familles algériennes à la nécessité de faire montre de vigilance, de respecter le code de la route et d'éviter l'excès de vitesse, notamment en ce mois sacré. A ce titre, le président de la délégation, Ahmed Nait El Houcine, a affirmé que cette campagne de prévention des accidents de la route a été organisée en raison du nombre élevé d'accidents au cours du mois sacré, soulignant que le programme d'aujourd'hui ciblait les motocyclistes, lequel est animé par des groupes, des clubs et des associations de

motocyclistes professionnels les plus connus et durera jusqu'au 1er mai prochain. De son côté, le Commissaire principal de police à la Direction de la sécurité publique, Zouaoui Rabah, a affirmé que cette initiative visait principalement à sensibiliser les motocyclistes à la nécessité de respecter les règles de prévention et les procédures légales, en vue d'éviter la conduite sans permis et les manœuvres dangereuses, notamment avant l'heure de l'Iftar, faisant savoir que plus de 20 % des accidents mortels sont causés par des motos. A son tour, le représentant du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger, le capitaine Makhloufi Amine, a

souligné que cette campagne s'inscrivait dans la poursuite des campagnes de sensibilisation organisées par le Commandement de la GN qui coïncident avec le mois de ramadhan et ciblent les usagers de la route. A cette occasion, il a appelé les usagers de la route à éviter l'excès de vitesse, la conduite en cas de fatigue ou de manque de sommeil et les manœuvres dangereuses sur les routes. Pour leur part, les représentants d'associations, à l'instar de «El Baraka», ont exhorté les conducteurs à faire montre de vigilance et à éviter l'excès de vitesse, car l'accident entraîne souvent la mort ou le handicap.

Thinhinene Khouchi

Selon l'immunologue Djenouhat

Situation épidémiologique inquiétante mais maîtrisable si on accélère la vaccination

Alors qu'en Algérie les variants du coronavirus continuent de se propager à grande vitesse, l'acquisition de quantités suffisantes de vaccins contre la pandémie accuse un énorme retard. Ce qui risque d'aggraver encore la situation, face au relâchement total des mesures préventives et l'absence de fermeté des autorités observé ces derniers jours. Depuis son lancement fin janvier, très peu d'Algériens ont été vaccinés, alors que des milliers de citoyens se sont inscrits sur des listes d'attente. Les promesses d'arrivées de vaccins de plusieurs laboratoires étrangers et la possibilité de produire le vaccin localement étaient quotidiennes de la part des responsables,

donnant ainsi au citoyen l'illusion d'en finir une bonne fois pour toutes avec le cauchemar pandémique. Un budget conséquent a même été mobilisé par l'Etat pour l'acquisition de quantités suffisantes de vaccin. Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, le Professeur Kamel Djenouhat, président de l'Association algérienne d'immunologie, déplore un grand retard dans l'acquisition du vaccin contre le coronavirus. De son avis, on aurait pu éviter cette peur d'une troisième vague aujourd'hui, si on avait importé de grandes quantités de vaccins pour une vaccination massive lors de la relative accalmie vécue dans la période janvier-février. «Voilà le résultat de ce

retard !», a-t-il indiqué. Interpellant les hautes autorités à «prendre conscience du risque à encourir», vu la situation épidémiologique inquiétante, le Professeur est convaincu que la situation critique dépend de trois aspects très importants à savoir : «l'acquisition de grandes quantités de vaccins, le respect strict par les citoyens des mesures préventives et la fermeté des autorités par rapport à ces mesures». «C'est malheureux de parler de cette inconscience aujourd'hui, alors qu'on était confortable lorsqu'on avait atteint une immunité collective de 50 % et que dans pareil cas cette dernière devait être à 70 %», a-t-il regretté. Il a estimé, par ailleurs, que la situation demeure néan-

moins inquiétante et maîtrisable si on agit plus vite, sans quoi «on frôle la catastrophe». Pour y parvenir, le Professeur Djenouhat a appelé les autorités à être «plus fermes et intransigeants, surtout par rapport au port du masque et la distanciation physique».

Rappelant que l'Algérie a passé sa première commande de vaccin en retard par rapport à d'autres pays, le spécialiste a insisté sur l'importation de très grandes quantités de vaccins diversifiés en plus de Sputnik comme l'AstraZeneca qui est, selon lui, sans risque et dont l'utilisation est autorisée depuis avant-hier au Canada.

Louisa Ait Ramdana

Invitée par l'Organisation internationale des employeurs

Saida Neghza : «Notre rôle est de protéger l'outil de production nationale»

■ *Intervenant dans une conférence numérique organisée par l'Organisation internationale des employeurs (IOE), Saida Neghza, présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes, est revenue sur l'impact de la pandémie sur le marché du travail et par ricochet sur les entreprises.*

Par Meriem Benchaouia

La crise sanitaire du Covid-19 a touché différemment les secteurs économiques et les entreprises. Les conséquences du coronavirus sont sans précédent et se font sentir dans le monde entier. Le monde du travail est profondément affecté par la pandémie. Outre la menace que cela représente pour la santé publique, il y a aussi les bouleversements économiques et sociaux qui, à long terme, menacent des millions d'individus. Intervenant dans une conférence numérique organisée par l'Organisation internationale des employeurs (IOE), Saida Neghza, présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), est revenue sur l'impact de la pandémie sur le marché du travail et par ricochet sur les entreprises. La présidente de la CGEA, a fait part, à ce propos, de la célérité dont a témoigné son organisation pour formuler un ensemble de propositions pour alléger les effets de la pandémie de Covid-19. Il s'agit notamment, a énuméré M^{me} Neghza, du report de paiement des charges patronales, des aides aux entreprises et aux travailleurs en situation fragile... «Il faut libérer l'acte d'investir, car nous considérons que la PME et la PMI offrent les solutions pour

démarrer et soutenir la croissance économique, et absorber les masses de population jeune, qui arrive sur le marché du travail, leur souplesse est un atout important en cette période de grande perturbation», a-t-elle appelé lors de son intervention dans cette conférence numérique ouverte par Guy Ryder, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ce dernier a abordé le sujet des «priorités politiques pour la voie à une reprise durable de l'emploi». Invitée par l'Organisation internationale des employeurs pour représenter l'Algérie, la présidente de la CGEA a fait savoir que l'Algérie a un besoin énorme en création de PME /PMI et de TPE. Selon elle, dans le cadre du plan de relance initié par le chef de l'Etat Abdelmadjid Tebboune, le gouvernement a lancé plusieurs initiatives, dont la création d'un ministère délégué au profit de la Petite entreprise, de l'Economie de la connaissance et des Start-up. Dans ce sens, Saida Neghza a révélé qu'«une formation spéciale a été dispensée au profit de diplomates qui seront installés dans nos ambassades, dans un objectif d'attirer les IDE et accroître les exportations du pays hors hydrocarbures». «Les bonnes initiatives existent et la volonté d'entreprendre est réelle, notre rôle est de lutter pour protéger l'outil de production nationale



Photo: Soraya J.A.

et encourager les dossiers d'investissements, pour les concrétiser rapidement», a-t-elle ajouté. A cette occasion, M^{me} Neghza a rendu hommage aux ministères de l'Industrie, de l'Agriculture et du Tourisme, eu égard aux efforts déployés en impulsant de nouvelles dynamiques basées sur le dialogue et la sincérité, en vue de lever les contraintes que rencontrent les

opérateurs économiques et d'asseoir des mécanismes pour une plus grande rapidité dans le traitement des dossiers. «La sauvegarde et l'encouragement de l'outil de production nationale et le soutien des opérateurs, exportateurs, contribueront à coup sûr, à diversifier l'économie nationale et impulser une croissance économique plus ferme», a-t-elle conclu.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 186 nouveaux cas, et 9 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (8), portant à 3 207 le total des morts, a annoncé, hier le ministère de la Santé.

Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 186 cas, soit 12 cas de plus par rapport au bilan d'hier (174), pour atteindre, au total, 120 922 cas confirmés.

R. N.

Ali Yahia Abdenour est décédé à l'âge de 100 ans

L'infatigable défenseur des droits de l'Homme s'en va

Ali Yahia Abdenour, le grand avocat et militant des droits de l'Homme, est décédé, hier, à l'âge de 100 ans. Infatigable défenseur des droits humains, cet instituteur de formation a été le témoin de différentes étapes allant de la guerre de Libération à la période post indépendance du pays.

Né le 18 janvier 1921 à Aït

Yahia, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le défunt a été membre de l'Assemblée constituante entre 1962 et 1964, puis député jusqu'à 1965, avant d'être nommé, dans la même année, ministre des Travaux publics et des Transports puis ministre de l'Agriculture et de la Réforme agraire entre 1966 et 1968 dans le gouvernement de Houari

Boumediène.

Avant l'indépendance du pays, Ali Yahia a adhéré au Parti du peuple algérien-Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en 1945. Il a rejoint le Front de libération nationale en 1955. Pour ses activités militantes, il fut arrêté en 1956 puis assigné à résidence de 1957 à 1960. En 1961, à sa libération, le défunt est devenu secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens.

Maître Ali Yahia Abdenour est cependant connu pour son long combat pour la défense des droits de l'Homme. En 1983, il a été fondateur de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme qui n'a été reconnue officiellement qu'en 1989. A l'interruption du processus électoral en 1992, il exprimera son opposition à cette décision. Avec conviction, il n'hésitera pas à défendre les droits des membres du Front islamique du salut. Face aux critiques, il expliqua que sa position est motivée

par la défense des droits humains et ne relève aucunement d'un projet politique ou idéologique.

Suite au bain de sang dans lequel a sombré le pays durant la décennie noire, Ali Yahia Abdenour a fait partie des principaux acteurs de la plateforme de Saint'Egidio, ayant pour objectif de trouver une solution pacifique et politique à la crise.

Durant plusieurs décennies, ce moudjahid, homme politique et avocat, était de tous les combats pour les droits de l'homme en Algérie. Malgré son âge avancé, il tenait, à chaque fois, à participer aux différents événements et autres actions. Le défunt est devenu une véritable référence concernant la défense des droits de l'homme dans le pays. Il était aussi l'un des rares personnalités à jouir de consensus auprès de différentes obédiences politiques.

Au lancement du Hirak populaire, cet infatigable militant, nonobstant le poids des ans, y prendra part à travers des lettres

La pandémie à un triple point de vue (1)

Suite de la page une

Les plus affectés sont la Tunisie et le Maroc, dont le nombre cumulé des décès est très largement supérieur à celui que rapporte l'Algérie, autant dire le triple. La Tunisie et le Maroc se situent dans le haut du classement parmi les pays africains, tant pour le nombre des affections que pour celui des décès quotidiens. Mais si le point de vue pays par pays a toute sa pertinence, compte tenu notamment des disparités étonnantes qu'il permet de relever dans une même partie du monde, il ne doit pas être le seul à être adopté dans le contexte d'une pandémie. En cette matière, on a intérêt à avoir en permanence un œil sur soi et un autre sur autrui, autrui au pluriel. On peut distinguer trois axes d'observation simultanés : soi-même, la région puis le continent auxquels on appartient, le monde dans son ensemble en troisième lieu. De même qu'il faut pouvoir établir une comparaison entre pays à l'intérieur d'un même ensemble géographique, il en faut une d'un continent à l'autre. C'est ainsi qu'il saute aux yeux combien l'Afrique, c'est-à-dire le continent pour lequel on craignait le pire au moment où la pandémie éclatait, a été épargnée en comparaison de ce qui est advenu du continent européen, pour ne parler que de ce dernier. Un seul pays européen, la France par exemple, a enregistré jusqu'à présent des nombres d'infections et de décès du même ordre que le continent africain pris dans son ensemble. A cette échelle, nos différences maghrébines, qui ont pu sembler importantes, s'en trouvent grandement relativisées, amoindries même. Lorsqu'on fait retour sur elles depuis un poste d'observation un peu plus éloigné, non seulement elles tendent à se niveler localement, mais à s'aligner sur les chiffres africains en général. L'autre caractéristique de l'Afrique impossible à manquer alors, c'est qu'un seul pays africain, l'Afrique du Sud, fait à lui seul presque la moitié de tout ce que fait le continent, aussi bien pour le nombre des contaminations que celui des décès.

M. H.

où il a exprimé courageusement ses positions politiques.

Ali Yahia Abdenour est, par ailleurs, l'auteur de plusieurs ouvrages dont «Algérie : raisons et déraison d'une guerre», «La crise berbère de 1949 : portrait de deux militants, Ouali Bennaï et Amar Ould-Hamouada», «Lettre ouverte au système politique et au dernier pouvoir qu'il a engendré», et «Mon testament pour les libertés» aux éditions Koukou.

Aomar Fekrahe

Le Président Tebboune présente ses condoléances

SUITE AU DÉCÈS du moudjahid et avocat Ali Yahia Abdenour, hier à l'âge de 100 ans, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé à la famille et compagnons du défunt un message de condoléances et de compassion dans lequel il a salué son long et riche parcours militant, indique la Présidence de la République dans un communiqué. «Suite au décès du moudjahid et avocat Ali Yahia Abdenour, Paix à son âme, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé à la famille et aux compagnons moudjahidine du défunt un message de condoléances et de compassion dans lequel il a salué son long et riche parcours dans les rangs du Mouvement national et durant la glorieuse guerre de Libération nationale ainsi que ses services à l'Algérie indépendante», lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République. «Le Président Tebboune a exprimé à la famille du défunt ses sincères condoléances et sa compassion, priant Allah, Tout-Puissant, de combler le défunt de Sa grâce, de l'accueillir en Son vaste Paradis et d'accorder aux siens patience et courage», conclut la même source.

Système des Nations unies

148 millions de dollars mobilisés en 2020 au profit de l'Algérie

■ Un total de 148 millions de dollars a été mobilisé durant l'année 2020 par le Système des Nations unies (SNU) en Algérie auprès de différents partenaires pour répondre aux besoins sanitaires, humanitaires ainsi que pour les programmes de développement, a indiqué le rapport annuel des Nations unies portant sur le bilan 2020 de la coopération entre l'Algérie et le système onusien.

Par Hamid Gh.

Cette mobilisation «exceptionnelle» de ressources en Algérie a englobé, selon le rapport, 60 millions USD alloués à l'urgence sanitaire dans le cadre de la riposte à la pandémie, 55 millions USD pour l'action humanitaire et l'appui aux réfugiés/migrants et 33 millions USD affectés aux programmes de développement.

S'agissant des ressources offertes par le système onusien à la réponse Covid-19, le rapport a fait état de la mobilisation de 50 millions USD auprès de l'Union européenne par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), destinés à renforcer les structures hospitalières par l'acquisition de matériel médical et d'équipements de protection pour le personnel.

D'autres organisations à l'exemple de l'Unicef, de l'OMS, le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme ainsi que l'ONUSIDA, ont apporté de leur côté des contributions financières pour la prise en charge des équipements médicaux, des réactifs ainsi que

pour appuyer la continuité des services de prévention du VIH.

Quant aux fonds mobilisés pour les programmes de développement, ils comprennent un montant de 16,1 millions USD pour le secteur économique, 13,4 millions USD pour l'environnement, 37 millions pour le social et 0,5 million USD pour la gouvernance. Outre les contributions financières fournies pour appuyer les efforts des pouvoirs publics déployés dans divers domaines, le Système des Nations unies a élaboré une analyse sur l'impact socio-économique de la crise de Covid-19 en collaboration avec le Bureau de la Commission économique pour l'Afrique.

L'impact sanitaire et socio-économique de la pandémie atténué

L'année 2020 a été «particulière» pour la coopération entre l'Algérie et le Système des Nations unies, a relevé le même rapport, soulignant que l'Algérie a joué un rôle de co-facilitateur pour la mise en œuvre de la réforme du Système de dévelop-



pement de l'ONU.

«Grâce à un système de santé solide et des mesures d'aide pour la prise en charge des effets de la pandémie, l'Algérie a pu atténuer l'impact sanitaire et socio-économique, notamment sur les personnes les plus vulnérables», a souligné, en outre, le coordonnateur résident du Système des Nations unies en Algérie, Eric Overvest, dans son avant-propos.

Tout en évoquant la mobilisation de «grands» efforts humains et financiers pour faire face à cette pandémie, M. Overvest a tenu à rendre hommage à toutes les personnes mobilisées pour assurer la continuité des services durant la période de confinement, en particulier le personnel du secteur de la Santé.

Pour l'année 2021, le SNU compte élaborer un Cadre de

coopération de «nouvelle génération» (UNSDCF) pour la période 2022-2026, qui sera ancré dans l'Agenda 2030 qui devra contribuer à accélérer les progrès vers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) et répondre aux priorités nationales de développement de l'Algérie, tel que définies par le Plan d'action du gouvernement 2020-2024.

H. Gh.

Révolution / Commémoration

La grande bataille de Souk Ahras est comparable à celles de la Seconde Guerre mondiale

La grande bataille de Souk Ahras (26 avril 1958), l'une des plus violentes de la révolution de Libération nationale, est comparable à celles de la Seconde Guerre mondiale par sa durée d'une semaine et le nombre de soldats et d'armement déployés par l'armée de l'occupation française, relève un chercheur en histoire.

Selon le chercheur Djamel Ouarti de l'Université Mohamed-Cherif-Messaâdia, l'armée française a enrôlé dans la bataille de Souk Ahras un nombre de soldats semblable à celui mobilisé lors des grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale. La grande bataille de Souk Ahras a vu la participation des troupes françaises les plus violentes et féroces, mais aussi les plus aguerries et expérimentées de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre d'Indochine.

Durant cette bataille, dont le 63^e anniversaire sera célébré aujourd'hui, les régiments 26, 151 et 152 de l'infanterie mécanique, les régiments 9 et 12 des parachutistes, les régiments 8 et 28 de l'artillerie à longue portée ainsi que la Légion étrangère ont été mobilisés, rappelle M. Ouarti, faisant état d'accrochages ayant duré une semaine entière, s'étendant du Mont Béni Salah à l'Est jusqu'aux frontières de la

wilaya de Guelma.

S'agissant des forces de l'Armée de libération nationale (ALN), l'universitaire a indiqué qu'elles étaient composées du 4^e bataillon et des katibas qui achevaient les armes vers les wilayas de l'intérieur.

Il s'agit de la katiba de la région de Taher, placée sous le commandement de Youcef Bouadjili, qui comptait 135 moudjahidine, la katiba de Mila dirigée par Abdallah Bacha, à la tête de 135 moudjahid également, la katiba de la région de Skikda composée de 125 moudjahidine sous le commandement de Mohamed Yassaâd, ainsi qu'une katiba de la Wilaya III historique, précise le chercheur en histoire, ajoutant qu'elles étaient toutes solidement armées.

Selon des documents obtenus par M. Ouarti du défunt moudjahid Mohamed Yassaâd, les armes et les munitions qui étaient acheminées vers la région de Skikda à partir de la frontière algéro-tunisienne, comptaient 6 fusils mitrailleurs (FM) 30, 90 fusils Mauser, 49 mortiers ainsi que 6 000 balles de calibre 9 mm, 3 500 balles de 7 mm, 6 800 balles INC 303 et 46 grenades à main.

Durant cette bataille, 639 chouchada de diverses régions d'Algérie sont tombés au champ

d'honneur, selon le chercheur Ouarti qui a fait état d'«énormes pertes» subies par l'armée française du fait que les éléments de l'ALN ont su tirer profit de la topographie du lieu de la bataille en engageant un combat au corps à corps qui a neutralisé les tentatives de l'aviation française.

Il a souligné que durant la grande bataille de Souk Ahras, du côté français, le capitaine Serge Beaumont, du corps des parachutistes, a été tué à Djebel Lemouadjien, dans la région Dekma, actuelle commune de Henancha.

Le siège militaire franchi par la route Souk Ahras-Sédrata via Tiffèche

En dépit du siège imposé par l'armée française qui a bloqué toutes les issues, notamment la route 7 entre Souk Ahras et Sédrata en passant par Tiffèche, les forces de l'ALN sont parvenues à briser l'étau, affirme M. Ouarti, soutenant qu'après une semaine, la bataille a atteint les limites de la région de Guelma.

Selon des informations en sa possession, le chercheur affirme que le journal français «La Dépêche de Constantine» avait relaté «les terribles batailles engagées dans la localité de Kef

Laâkess», aux frontières des communes de Henancha (Souk Ahras) et Hammam N'baïl (Guelma).

Faisant partie de la katiba qui a réussi à franchir l'étau et acheminer les armes vers la Wilaya III historique (Grande Kabylie), le sous-lieutenant Aït Mehdi Si Mokrane a été reçu, ainsi que des rescapés de la bataille, par le colonel Amirouche dans la région de Bounaâmane. Aucun moudjahid ne s'était rendu à l'ennemi durant cette héroïque bataille, au cours de laquelle le siège imposé par les soldats français a pu être franchi, relève l'historien.

Dans son numéro 16 230 du 30 avril 1958, «La Dépêche de Constantine» avait fait état du franchissement de la ligne électrifiée Morice par un groupe de moudjahidine (fellagas) venus de Ghardimaou (Tunisie) après avoir suivi des entraînements militaires, ce qui a incité la France coloniale à mobiliser d'importantes forces pour intercepter les moudjahidine.

Cela n'a pas empêché les combattants algériens de s'introduire sur le territoire national, selon le journal français qui avait également rapporté que «le combat avait été plus offensif au soir du 29 avril 1958, donnant lieu à des accrochages à l'arme

blanche».

M. Ouarti estime, à ce titre, que la Révolution libératrice a concrétisé, à travers la grande bataille de Souk Ahras, une victoire militaire et politique en dépit du déséquilibre des forces en faveur de l'armée d'occupation française, assurant que la suite des événements a montré qu'en dépit de l'intensification de la surveillance des frontières entre l'Algérie et la Tunisie, les opérations d'infiltration ont été perpétuées.

Pour lui, la grande bataille de Souk Ahras a constitué «une concrétisation de la cohésion du peuple algérien et de son unité autour d'un même objectif, celui de combattre l'occupant», invitant les jeunes à s'intéresser à l'histoire de la révolution de Libération et prendre ses batailles comme exemple d'abnégation et de détermination à suivre pour construire l'Algérie nouvelle.

De son côté, Athmane Menadi de l'Université de Souk Ahras a considéré que la grande bataille de Souk Ahras a consacré la dimension nationale de la révolution de Libération algérienne. Le sang de 639 chouchada de plusieurs régions du pays dont Jijel, Skikda, M'sila, Bordj Bou Arreridj et Sétif s'y est mêlé.

Lyes H.

Sonatrach

Un chiffre d'affaires de 6.8 mds dollars au premier trimestre

■ Le groupe pétrolier public Sonatrach a réalisé un chiffre d'affaires de 6,8 milliards de dollars lors du premier trimestre 2021, a indiqué, hier à Alger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.



Ph/D. R.

Par Younès S.

Le groupe Sonatrach «a pu réaliser un chiffre d'affaires de 6,8 mds dollars durant le premier

semestre de l'année en cours, avec une production de l'ordre de 46,7 millions tonnes équivalent pétrole (TEP) dont 24 millions tonnes destinées à l'export, alors que le reste est dédié à la

consommation locale», a expliqué M. Arkab qui s'exprimait sur les ondes de la Radio nationale.

Le ministre a qualifié de «positif» cet indice qui encourage à la réalisation des objectifs tracés

jusqu'à la fin de l'année, au vu de la reprise «timide» enregistrée durant la même période de l'année dernière.

La demande sur le gaz a augmenté en raison de la vague de froid qui a frappé le sud de l'Europe et le lancement des campagnes de vaccination anti-Covid 19 dans plusieurs pays, a-t-il expliqué.

Par ailleurs, le ministre a souligné la nécessité d'accorder davantage d'intérêt à la consommation locale du gaz qui ne cesse d'accroître, afin de maîtriser à travers la mise en place de plusieurs programmes et la diversification de l'utilisation et de la rationalisation de l'énergie.

Pour ce qui est des zones d'ombres, M. Arkab a fait état de 25 653 foyers raccordés à l'électricité et 11 623 autres au gaz, assurant de la poursuite des efforts pour la réception prochaine de 1 753 zones dotées d'élec-

tricité et 1 655 autres raccordées au gaz. Evoquant le projet d'exploitation de Gara Djibilet, le premier responsable du secteur a annoncé que l'étude préliminaire lancée avec le partenaire chinois sera finalisée dans 3 mois, pour pouvoir procéder ensuite à la signature des contrats et à la réalisation du projet.

Y. S.

Chine Croissance rapide des bénéficiaires du secteur du logiciel au premier trimestre

Le secteur chinois du logiciel et des services de technologies de l'information a continué de renouer avec la croissance au premier trimestre de cette année, avec une hausse rapide des bénéficiaires, révèlent les données officielles.

Le secteur a rapporté des bénéfices totaux de 237,1 milliards de yuans (environ 36,51 milliards de dollars) sur cette période, en hausse de 25,9 % en base annuelle, selon le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information.

Au cours des trois premiers mois, les revenus du secteur du logiciel se sont élevés à 1 900 milliards de yuans, en hausse de 26,5 % sur un an. Ce taux de croissance représente une accélération par rapport à la hausse de 21,3 % enregistrée au cours des deux premiers mois.

Les données montrent également que les revenus issus des services de technologies de plateformes de commerce électronique ont bondi de 33,2 % pour atteindre 159,9 milliards de yuans, tandis que les revenus provenant de la conception de circuits intégrés ont progressé de 38,5 % de janvier à mars. Les exportations de logiciels ont maintenu leur expansion rapide au premier trimestre, avec une hausse de 15,4 % en glissement annuel à 11,1 milliards de dollars, d'après les données.

R. E.

Complexe sidérurgique de Bellara à Jijel

Exportation prochaine de plus de 17 000 tonnes de paillettes

La Société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara (Jijel) va procéder, à partir de la semaine prochaine, à l'exportation de plus de 17 000 tonnes de paillettes (colonnes métalliques) vers des pays européens et arabes, a-t-on indiqué dans un communiqué de la société. La Société AQS prévoit d'exporter, début de la semaine prochaine, plus de 17 000 tonnes de paillettes qui représentent la première tranche

d'un programme d'exportation d'environ 300 000 tonnes de produits ferreux vers les marchés internationaux, selon le communiqué dont une copie a été transmise à l'APS. Des opérations similaires avec des quantités considérables seront effectuées au cours des prochains mois vers des pays arabes et européens dont le Canada, a-t-on indiqué, soulignant que l'exportation de la première cargaison de paillettes «intervient après

l'entrée en phase d'exploitation de l'unité de réduction directe qui constitue "le cœur battant" du complexe avec une capacité annuelle atteignant jusqu'à 2,5 millions de tonnes de fer réduit à froid et à chaud de haute qualité». Cette technologie moderne internationale (réduction directe) contribuera à concrétiser l'auto-suffisance et générera des opportunités d'exportation, de sorte à s'inscrire dans la perspective nouvelle de l'Algérie en

matière de diversification des exportations hors hydrocarbures, a relevé la même source. La capacité de production du complexe sidérurgique de Bellara (Jijel) atteint les deux millions de tonnes de produits ferreux (rond à béton et bobine) par an, dans une première phase, et devrait s'élever à quatre millions de tonnes annuellement dans une seconde phase, a-t-on indiqué.

Samia Y.

Pomme de terre

Déstockage de quantités supplémentaires à travers 11 wilayas

L'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (Onilev) a procédé au déstockage d'importantes quantités supplémentaires de pomme de terre à travers onze wilayas du pays, en vue de réguler le marché et stabiliser les prix, indique le minist-

ère de l'Agriculture et du Développement rural.

Les wilayas concernées sont Guelma, Souk Ahras, El Tarf, Skikda, Constantine, Jijel, Annaba, Relizane, Sidi Bel-Abbès, Oran et Alger, a précisé le ministère sur sa page Facebook.

Cette opération entre dans le cadre de l'activation du système de régulation des produits agricoles de large consommation, notamment durant la période creuse précédant l'arrivée de la pomme de terre primeur, selon la même source.

Le déstockage de ces quanti-

tés supplémentaires de pomme de terre est réalisé à partir des stocks de quatre opérateurs en coordination avec l'Onilev, les directions des services agricoles et les directions du commerce au niveau des wilayas, a souligné le ministère.

N. T.

Côte d'Ivoire

Les ventes de «cacao équitable» stables

Les volumes de cacao vendus aux conditions du commerce équitable en Côte d'Ivoire se sont maintenus à un niveau stable sur deux campagnes, autour de 250 000 tonnes, a annoncé à Abidjan l'organisme certificateur FairTrade. «Nous sommes autour de 250 000 tonnes de produits certifiés Côte d'Ivoire, lors des deux dernières campagnes 2018-2020», a expliqué Anne-Marie Yao Djé, responsable du programme cacao à l'organisation britannique FairTrade.

Le secteur équitable représente moins de 20 % de la récolte ivoirienne, leader mondial de cacao qui a atteint 1,7 million de tonnes en 2020. Pour obtenir un «cacao équitable», la production doit respecter des normes environnementales, assurer un revenu décent aux agriculteurs et interdire tout travail des enfants. Le commerce équitable, qui insiste sur la traçabilité et la qualité du produit, est très apprécié des consommateurs européens et américains, qui sont prêts à payer

plus chère la tablette de chocolat certifié. Le Réseau ivoirien du commerce équitable (RICE) qui regroupe 300 000 planteurs certifiés «commerce équitable», ont «encouragé les multinationales à s'engager davantage dans les achats du cacao aux conditions du commerce équitable et contribuer ainsi à améliorer leurs revenus». «Pour la campagne 2020-2021, les ventes devraient progresser», a rassuré M^{me} Yao Djé, rappelant que le commerce équitable impose «un surplus de 240

dollars la tonne de l'acheteur au planteur».

C'est le moyen d'améliorer les revenus des planteurs qui vivent en majorité dans «des conditions précaires et difficiles», selon Christophe Boscher, responsable du programme Equité, représentant de Agronomes et vétérinaires sans Frontières (AVSF). La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, et l'Union européenne (UE), premier importateur, ont annoncé le 22 janvier 2021 vouloir s'engager

ensemble pour un «cacao durable», alors que la tension est montée fin 2020 entre les géants du chocolat et les producteurs. Les importations de cacao ivoirien par l'UE représentent 67 % du volume exporté par le pays d'Afrique de l'Ouest.

Le cacao de Côte d'Ivoire, qui représente 45 % de la production mondiale, compte pour 14 % du PIB national et nourrit 24 % de la population de ce pays d'environ 27 millions d'habitants.

A. O.

Khenchela

Ouverture de 86 postes d'emploi au profit de médecins spécialistes

■ Quatre-vingt-six postes d'emploi ont été ouverts au profit de médecins spécialistes dans différentes infrastructures sanitaires de la wilaya de Khenchela, a indiqué le directeur local de la santé et de la population (DSP), Lazhar Mordjane.

Par Lyes B.

Il s'agit du recrutement «prochainement» de 37 médecins spécialistes au sein de l'Établissement public hospitalier Ahmed-Ben-Bella et l'Établissement hospitalier spécialisé Salhi-Belkacem, situés au chef-lieu de wilaya, 11 spécialistes à l'hôpital Abdelmadjid-Hihi de Kais et 11 autres dans le nouvel hôpital de Bouhmama, 12 spécialistes à l'hôpital de Ouled Rechache, en plus de 15 autres à l'hôpital Chadli-Bendjedid de Chechar, a précisé à l'APS ce responsable.

Les médecins spécialistes qui seront recrutés «prochainement», prendront en charge les consultations et les opérations chirurgicales de la population locale dans plusieurs disciplines telles que la chirurgie pédiatrique, gynécologie obstétrique, chirurgie maxillo-faciale,

hématologie, oto-rhino-laryngologie (ORL), ophtalmologie et médecine du travail, a-t-il fait savoir.

Ce personnel médical, a ajouté le même responsable, assurera également la prise en charge des malades dans d'autres spécialités comme l'épidémiologie, l'orthopédie, l'anesthésie et la réanimation, la cardiologie, l'anatomie, l'oncologie, la radiologie, la médecine légale, la rééducation fonctionnelle, la neurochirurgie, la néphrologie et la médecine interne.

M. Mordjane a affirmé, dans ce contexte, que le recrutement de ces praticiens de la santé publique se fera après le parachèvement des procédures de sélection, de recours et d'orientation par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et la mise à disposition de logements de fonction au profit de cette catégorie de médecins afin qu'ils puissent exercer leurs activités à travers les diverses structures hospita-



lières publiques de différentes communes de la wilaya.

Ces 86 nouveaux spécialistes permettront d'améliorer les prestations de santé en

faveur des citoyens et de combler le déficit signalé en matière de médecins spécialistes», en plus de «dynamiser l'activité à travers les établissements hos-

pitaux nouvellement ouverts dans les localités de Chechar, Bouhmama et Ouled Rechache», a souligné la même source.

L. B.

Oum El Bouaghi Production prévisionnelle de plus de 3 900 qx de légumes secs

LA DIRECTION des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oum El Bouaghi prévoit une production de 3 926 quintaux (qx) de légumes secs, au titre de la saison agricole 2020-2021, a-t-on appris auprès du service de régulation de la production et du soutien technique de cette direction. A ce propos, la même source a affirmé à l'APS que la production des légumes secs attendue, concentrée notamment dans les communes de Sigus et Ain M'ilia, est répartie sur une superficie agricole dépassant 380 ha consacrés aux lentilles, et 70 ha pour le pois chiche.

«La production des légumes secs attendue cette année connaîtra une augmentation consécutivement à la hausse de la superficie réservée par rapport à la saison agricole précédente qui a été marquée par la réalisation d'une récolte de 2 125 qx sur une surface estimée à 280 ha», a ajouté la même source.

Le secteur agricole dans la wilaya d'Oum El Bouaghi œuvre à étendre la superficie agricole consacrée à ce type de cultures afin de permettre aux agriculteurs de la filière de bénéficier du crédit R'fig et d'autres avantages, a-t-on signalé.

M. A.

Dangers de «la galère portugaise»

Des sorties pour sensibiliser les professionnels de la mer à Oran

La Direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran a entamé une série de sorties pour sensibiliser les professionnels de la mer sur les dangers de la galère portugaise, une méduse fortement toxique, dont l'échouage a été récemment signalé sur la côte oranaise, a-t-on appris auprès de cette administration.

«Nous avons organisé une sortie la semaine passée et d'autres sorties sont prévues pour cette semaine», a indiqué le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Lahouari Kouisssem, ajoutant que des brochures avec les photos de la

méduse seront distribuées aux professionnels de la mer, afin qu'ils identifient cette espèce marine. Même si le nombre des spécimens de la galère portugaise signalés sur les côtes de la région ouest (Oran et Ain Témouchent) est «très minime», la Direction de la pêche a décidé de sensibiliser sur les dangers de cette méduse fortement toxique, qui peut causer de profondes brûlures et même entraîner des crises cardiaques, a expliqué le même responsable.

En effet, l'association écologique marine «Barbarous», a signalé, au début de ce mois d'avril, la découverte de quelques

spécimens de la galère portugaise échoués au niveau de la plage des Andalouses. «Depuis, nous continuons d'observer cette espèce de méduses flotter sur la surface de l'eau, lors de nos sorties en mer», a déclaré le secrétaire général de cette association, Amine Chakouri, précisant que des dizaines de spécimens ont été observés par les membres de l'association. Même s'il n'est pas question de parler de prolifération de cette méduse toxique en Méditerranée, car il s'agit d'une espèce océanique, il serait indispensable de sensibiliser sur ses dangers, notamment avec l'approche de la saison esti-

vale, a noté la même source. «Au mois de mai, des courants chauds sont enregistrés en Méditerranée, ce qui pourrait favoriser l'augmentation du nombre de ces galères portugaises», a-t-il dit. Cette espèce demeure méconnue et il n'existe pas beaucoup d'études scientifiques qui définissent si elle suit les courants chauds ou froids, a fait savoir le SG de l'association Barbarous. Il estime que la sensibilisation reste la seule arme qui existe contre cette espèce nocive pour l'homme et demeure toxique une vingtaine de jours après sa mort.

Samy Y.

Sidi Bel-Abbès

Concours de récitation du saint Coran et du hadith ennabaoui

Des concours de récitation du saint Coran et du hadith ennabaoui, destinés aux différentes catégories d'âge, sont organisés à l'occasion du mois de ramadhan par la Direction des affaires religieuses et wakfs de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris, samedi, auprès de cette direction. Par ces concours, organisés à travers l'ensemble des mosquées de la wilaya, la Direction locale des affaires religieuses et wakfs entend inciter les jeunes (garçons et filles) à

apprendre le Coran dans les écoles coraniques et à encourager les familles à réciter et à apprendre le Livre saint, à s'intéresser aux préceptes de l'islam et à la vie du Prophète Mohamed (QSSSL), a indiqué la même source. Dans ce cadre, un concours, ouvert aux familles, est organisé sous le slogan «Ne sois pas distrait pendant le ramadhan, apprends ne serait-ce qu'un seul hizb du Coran», selon la même source. Le concours cible les membres âgés de 8 ans et plus. A noter

que le concours aura lieu le 23^e jour du mois de ramadhan en cours au niveau du centre culturel islamique. Dans le même sillage, il a été procédé à l'organisation, pour la période allant du 8 au 10 ramadhan dernier, un concours de wilaya de récitation du Coran et de hadiths pour de jeunes apprenantes dont l'âge ne dépasse pas 12 ans. D'autre part, et en ce qui concerne la prise en charge sociale et d'aide aux nécessiteux, la Direction des affaires religieuses et wakfs de Sidi Bel-Abbès a lancé une

vaste campagne de solidarité permettant d'octroyer des kits alimentaires (couffin de ramadhan par la collecte et la distribution de 15 000 couffins), d'assurer la restauration pendant l'iftar et faire don d'habits pour la fête de l'Aïd par le conseil «Majliss souboul El Kheirat». Pour cela, cinq mosquées ont été retenues pour offrir plus de 500 repas/jour à emporter et pouvoir faire bénéficier 950 familles d'une allocation de 10 000 DA chacun.

A. Y.

Veillées du ramadhan

La pièce théâtrale «El-Mersat» chaleureusement applaudie

■ Le public algérien renoue avec les différentes salles de spectacles depuis leur ouverture. Au centre culturel de Theniat El-Had à Tissemsilt, le public était nombreux lors de la présentation de la pièce de théâtre «El Mersat», de l'association culturelle «Sada Founoune».



Par M. K.

En effet, c'est dans le cadre de la manifestation «Les nuits artistiques et culturelles du ramadhan» que cette pièce de théâtre a été présentée en présence d'un public nombreux qui a chaleureusement applaudi la

prestation des comédiens.

Cette pièce de théâtre, écrite par le président de l'association en question, Rachid Harrouche, et mise en scène par Rabah Halla, raconte l'histoire d'un groupe de marins dont le navire s'est perdu en mer et n'a pu rejoindre la terre, des semaines durant, et qui entrent en conflit

sur la nécessité d'atteindre le rivage, un vœu qui paraissait inaccessible. Après plusieurs péripéties, l'un des marins est soudain surpris par la proximité de la terre, dans une scène où il se rappelle sa famille qu'il n'a pas vue depuis plusieurs semaines, et la pièce s'achève par les marins jettant l'ancre,

qu'ils considèrent comme l'ancre de la délivrance et la fin du voyage.

Rachid Harrouche a déclaré à l'APS que cette représentation théâtrale fera le tour, tout au long du mois de ramadhan sacré, de plusieurs établissements culturels des wilayas de Tiaret, Chlef, Relizane, Djelfa et Ain Defla.

Il est à noter que le programme de la manifestation «Les nuits artistiques et culturelles du ramadhan», concocté par la direction de la culture, prévoit de sillonner les différentes communes de la wilaya durant le

mois de ramadhan pour donner des spectacles de madhifs et des chants religieux, lors de soirées animées par des associations culturelles dont «Nahaound» de la commune de Khemisti, en plus de la présentation de spectacles de théâtre dont «Mehenni et Saadia» de l'association de

wilaya de la culture et des arts.

Cette manifestation, qui s'étendra jusqu'au 29^e jour du ramadhan, verra l'organisation de soirées musicales axées sur le chant bédouï, l'andalou, le chaâbi et l'oranais, animées par un groupe artistique local, en plus d'artistes de la wilaya, à l'instar de cheikh Miloud, El Vialary et Rabah Ould Sennia, ainsi que le chanteur Tarik Chebli connu sous le pseudo d'Ahmed Wahby Seghir.

Cette manifestation entend satisfaire les goûts du public en matière d'animation culturelle et artistique, lors de soirées de ramadhan, selon la même source.

M. K.

Italie

La chanteuse Maria Ilva Biocati est morte

LA CÉLÈBRE chanteuse italienne Maria Ilva Biocati, plus connue comme Milva, s'est éteinte à l'âge de 81 ans, ont annoncé, samedi, les médias italiens citant sa famille.

Milva, malade depuis des années, est morte vendredi soir à Milan, a indiqué sa fille à l'agence Ansa.

La défunte artiste avait interprété certains des plus grands succès de la chanson italienne des années 1960 et 1970. «Milva a été l'une des interprètes les plus intenses de la chanson italienne. Sa voix a suscité des émotions intenses à des générations entières. Une grande italienne, une artiste partie de sa terre natale qui est montée sur les scènes internationales», a indiqué le ministre de la Culture, Dario Franceschini.

Née le 17 juillet 1939 dans le village de Goro en Emilie-Romagne (Nord), Milva était entrée dans le paysage artistique de l'Italie à l'occasion de l'édition de 1961 du Festival de la chanson de San Remo, le grand rendez-vous de la chanson transalpine, où elle s'était classée 3^e.

R. I.

Préservation de l'ancien ksar de Laghouat

Le projet est en phase finale

L'étude relative à l'élaboration du plan permanent de préservation et de remise en état du secteur conservé de l'ancien ksar de Laghouat sera bientôt finalisée, a-t-on appris, samedi, auprès du Conservateur du patrimoine culturel à l'Agence nationale des secteurs sauvegardés.

Dans une déclaration à l'APS, Irmouli Billel a indiqué que l'étude relative à l'élaboration du plan permanent de préservation et de

remise en état du secteur sauvegardé de l'ancien ksar de Laghouat est à sa troisième et dernière phase, précisant que cette étude sera basée sur un diagnostic de la situation, les mesures urgentes à prendre et l'analyse historique, et ce, en vue de préserver sa valeur historique. L'approbation du plan permanent de préservation et de remise en état du secteur sauvegardé de l'ancien ksar de Laghouat aura lieu après étude

du dossier au niveau du ministère de la Culture de sa conformité aux exigences légales et procédures administratives en vigueur, conformément aux dispositions de la loi sur le patrimoine et des décrets exécutifs y afférents. Ce plan, qui constitue un outil de gestion et de protection du patrimoine culturel bâti et urbain, vise à préserver les valeurs historiques, culturelles et architecturales de l'ingénierie mais également remplacer le plan directeur

d'aménagement et d'urbanisme, a-t-il expliqué.

Il définit également les conditions architecturales sur la base desquelles le cadre immobilier et urbain sera préservé.

Le plan prévoit, en outre, des mesures spéciales de sauvegarde, notamment celles liées aux biens immobiliers culturels inscrits sur l'inventaire supplémentaire, en attente de classement ou existant dans le secteur sauvegardé.

M. K.

«Rétrospective historique du mouvement national algérien 1919-1956»

Ali Cherrak signe un nouvel ouvrage

Dans son ouvrage intitulé «Rétrospective historique du mouvement national algérien 1919-1956», l'universitaire Ali Cherrak propose une nouvelle approche pour évaluer et apprécier les rôles joués par les principaux acteurs politiques de cette période caractérisée par la naissance et l'évolution d'un front politique algérien bouillonnant et œuvrant pour le recouvrement de l'indépendance.

Publié récemment à compte d'auteur, cet ouvrage de 228 pages, première publication de l'auteur, s'intéresse à la période 1919-1956 caractérisée par le bouillonnement des idées nationalistes après la fin de la Première Guerre mondiale et à l'année où toutes les factions politiques algériennes avaient intégré la révolution et le FLN à l'exception du Mouvement national algérien (MNA). Après un

constat du contexte politique et économique en Algérie après la Première Guerre mondiale, marqué par une crise économique qui aura duré près de six ans, l'auteur revient sur le parcours de l'Emir Khaled (1875-1936), petit fils de l'Emir Abdelkader, et qui était à l'origine de la première formulation du nationalisme et premier président d'honneur de l'Etoile nord africaine (Ena). Il présente le programme de

«revendications vitales» de l'Emir Khaled, adressées au Président français de l'époque en 1924, qui réclamait une représentation à proportion égale au Parlement, la suppression des lois et mesures d'exception, la liberté de l'enseignement et application de l'instruction obligatoire, la liberté de la presse et d'associations, ou encore l'application aux ouvriers algériens des lois sociales.

L. B.

Décès

Le comédien Yves Rénier n'est plus

L'acteur et réalisateur Yves Rénier, inoubliable interprète de la série télévisée du «Commissaire Moulin» pendant plus de 30 ans, est décédé samedi d'un malaise cardiaque à son domicile de Neuilly-sur-Seine, près de Paris, a annoncé son épouse à l'AFP.

Agé de 78 ans, le comédien était passé à la réalisation ces dernières années avec notamment le téléfilm consacré à Jacqueline Sauvage, avec Muriel Robin, grand succès d'audience.

Yves Rénier a commencé sa carrière au cinéma en 1961 dans «Le Comte de Monte-Cristo» du réalisateur Claude Autant-Lara. Après cette première expérience, il enchaîne péniblement plusieurs films sans connaître de véritable succès.

C'est en 1965 qu'il rencontre le succès public dans la mini-série «Belphégor» de Claude Barma, où il partage l'affiche avec la chanteuse Juliette Gréco. Fêru de faits divers, c'est son personnage du commissaire Moulin qui lui offre définitivement la

notoriété. Créée en 1976 par Paul Andréota et Claude Boissol, la série télévisée est interrompue en 1982 avant d'être reprise en 1989 par Yves Rénier et Georges Moréas, auteur de romans policiers et ex-commissaire à la retraite.

«Il fallait que le personnage sonne juste», confiait-il au journal «Le Monde» en 1994. La série, qui a pris fin en 2008, a été un succès public et critique. En parallèle, il a interprété plusieurs rôles au cinéma, avant de passer à la réalisation.

En 2018, son téléfilm en deux parties «Jacqueline Sauvage, c'était lui ou moi», avec Muriel Robin dans le rôle-titre, a réalisé la meilleure audience de l'année pour une fiction française, frôlant les 9 millions de téléspectateurs sur la chaîne TF1.

Avant cela, Yves Rénier avait réalisé «Flic tout simplement» (2016) sur l'affaire Guy Georges avec Mathilde Seigner, et «Médecin-chef à la santé» (2012).

F. H.



Irak

Au moins 82 morts dans l'incendie d'un hôpital dédié au Covid-19 à Bagdad

■ Au moins 82 personnes ont péri, hier avant l'aube, dans l'incendie d'un hôpital dédié au Covid-19 à Bagdad, un sinistre visiblement dû à la négligence qui a provoqué la colère dans le pays, abonné à système de santé délabré depuis des décennies.

Par Mourad M.

Le feu est parti de bouteilles d'oxygène «stockées sans respect des conditions de sécurité de l'hôpital Ibn al-Khatib à Bagdad», selon des sources médicales.

Le bilan n'a fait que s'alourdir ces dernières heures. Selon le dernier fourni par le ministère de l'Intérieur, «82 personnes ont été tuées et 110 blessées».

De nombreuses victimes se trouvaient sous respirateur quand les bonbonnes d'oxygène ont explosé, provoquant un incendie qui a rapidement dévoré les faux-plafonds en matériaux inflammables, ont indiqué pompiers et médecins.

Au-delà du bilan extrêmement lourd, les Irakiens ont exprimé leur colère après que des sources médicales et de sécurité ont attribué l'incendie à de la

négligence. Un phénomène qui va de pair en Irak avec la corruption endémique et les hôpitaux déliquescents, sans oublier le départ de nombreux médecins qui ont émigré au gré de 40 années de conflits dans le pays.

Après ce drame, le hashtag «Démission du ministre de la Santé» était en tête des mots-clés sur Twitter en Irak.

Le Premier ministre Moustafa al-Kazimi, qui a proclamé trois jours de deuil national, a annoncé l'ouverture d'une enquête et réclamé des conclusions «sous 24 heures».

Il a suspendu de leurs fonctions le patron de la Santé du secteur oriental de Bagdad, le directeur de l'hôpital et les chefs de la sécurité et de l'entretien technique. Ils ne seront pas relâchés «avant de juger ceux qui ont fauté», a-t-il dit.

Hier aux premières heures, alors que des dizaines de

proches étaient au chevet de «30 patients dans l'unité de soins intensifs d'Ibn al-Khatib», réservé aux cas les plus graves, des flammes ont gagné les étages.

«L'hôpital n'avait pas de système de protection contre les incendies et les faux-plafonds ont permis la propagation du feu jusqu'à des produits hautement inflammables», a expliqué la Défense civile. «La plupart des victimes sont mortes car elles ont été déplacées et privées de ventilateurs. D'autres ont été étouffées par la fumée».

Alors que les pompiers s'activaient à éteindre l'incendie au milieu d'une cohue de malades et de proches tentant de s'échapper du bâtiment, de nombreux habitants ont prêté main-forte. Amir, 35 ans, a raconté à l'AFP avoir «sauvé de justesse ses frères qui se trouvaient à l'hôpital». «Ce sont les gens qui ont sorti les blessés. C'est un crime contre des patients harassés par le Covid-19 qui ont remis leur vie entre les mains du ministère de la Santé, et qui au lieu d'être guéris ont péri dans les flammes», a dénoncé la Commission gouvernementale des droits humains. C'est le cas d'Ali Ibrahim, 52 ans, que ses proches ont enterré dans la journée à Zaafaraniya, quartier proche de l'hôpital. «Il venait de passer 12 jours à l'hôpital et devait sortir samedi soir après s'être rétabli. Il attendait seulement le résultat du dernier test au Covid-19», a raconté l'un



PH. > D. R.

de ses proches à l'AFP. La Commission des droits humains a demandé à M. Kazimi de limoger le ministre de la Santé Hassan al-Tamimi et de le traduire en justice.

Plusieurs heures après l'incendie, le ministère de la Santé s'est targué lui d'avoir «sauvé plus de 200 patients», en promettant «un bilan précis des morts et des blessés plus tard». Hier en début d'après-midi, son patron et son porte-parole étaient toujours absents.

La mission de l'ONU en Irak a exprimé «sa douleur» et s'est dite «sous le choc».

Les cas de Covid-19 ont dépassé mercredi le million en Irak, avec plus de 15 000 morts. Le pays, probablement en raison

de sa population, l'une des plus jeunes au monde, enregistre un nombre de décès dus au Covid-19 relativement bas.

Pour éviter les hôpitaux délabrés, les malades préfèrent généralement installer une bouteille d'oxygène chez eux.

Début mars, une timide campagne de vaccination a vu le jour en Irak où la population, qui boude les masques depuis le début de l'épidémie, reste très sceptique.

Sur près de 650 000 doses de différents vaccins – la quasi-totalité reçues sous forme de don ou via le programme international Covax – environ 300 000 ont déjà été administrées, selon le ministère de la Santé.

M. M.



Commentaire

Immigration

Par Fouzia Mahmoudi

Durant la période précédant la campagne présidentielle de 2017 en France, la droite a presque totalement abandonné le discours sur l'immigration pour se positionner, notamment par rapport aux centristes. D'ailleurs, plusieurs personnalités de droite ont même décidé de quitter Les Républicains sous la présidence de Laurent Wauquiez, ce dernier étant accusé de faire le jeu de l'extrême-droite en ayant un discours ferme sur l'immigration et la sécurité. Xavier Bertrand, candidat à la présidentielle de 2022, qui aujourd'hui mise sur les thématiques sécuritaires, assura pourtant en 2017 lorsqu'il quittait LR : «Je ne reconnais plus ma famille politique». «Je n'aime pas la politique de l'agressivité et des boucs émissaires», avait-il également dit de Wauquiez, critiquant notamment ses déclarations sur «le cancer de l'assistanat». Même son de cloche chez Valérie Pécresse qui avait alors également quitté son parti car en désaccord avec la nouvelle direction et ses idées trop droitières. Mais aujourd'hui celle qui ambitionne de porter les couleurs de la droite à la prochaine présidentielle, change elle aussi de discours. Pécresse est revenue hier sur l'attaque au commissariat de Rambouillet et développé ses propositions pour lutter contre le terrorisme. «Il faut cesser de nier le lien entre terrorisme et immigration», estime-t-elle. «On a frappé le visage de la France. La police, c'est la Nation, l'État», a réagi Pécresse, avant d'énumérer plusieurs propositions pour mieux lutter contre le terrorisme. «Dans cette guerre, il n'y a pas de risque zéro, pas de réponse à tous les risques», explique l'ex-LR. Mais, ajoute-t-elle, «il y a toute une série de failles dans nos dispositifs qui doivent être comblées». Sur la question de l'immigration, Pécresse martèle qu'il faut «contrôler nos frontières», puis «travailler sur l'immigration clandestine» en posant la question de la «régularisation». «Il faut renvoyer les clandestins dans leur pays d'origine», insiste la fondatrice de Libres ! «Il y a aujourd'hui un vrai sujet sur les frontières. C'est un sujet qui n'est pas que national, mais aussi européen», dit l'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy. Aussi, ajoute-t-elle, «nous devons organiser à la frontière de l'Union européenne ce qu'on appelle la procédure d'asile à la frontière». Autrement dit, «cela veut dire que tous les migrants qui arrivent sans papiers aux frontières, qui demandent l'asile, ne doivent pas pouvoir pénétrer sur le sol européen. On doit pouvoir examiner leur demande d'asile aux frontières et les renvoyer chez eux s'ils ne sont pas persécutés». Depuis 2012, le séjour illégal sur le territoire français n'est plus un délit. Une situation qui doit être revue, selon la présidente de la région Île-de-France. Ainsi, celle qui il y a encore cinq estimait que d'aborder ses thématiques faisait le jeu du Rassemblement National réalise, au vu de l'actualité et des sondages d'opinions, que les Français, dans une large majorité, réclament des mesures sérieuses que ce soit sur l'immigration ou la sécurité. Reste à voir si les électeurs seront convaincus par les revirements opportuns de Pécresse et Bertrand sur ces dossiers, ou s'ils leur préféreront des candidats plus constants dans leurs positions. F. M.

Birmanie

Le «gouvernement fantôme» salue l'appel de l'Asean à la fin des violences

Le «gouvernement fantôme» birman formé, de députés déçus, a salué l'appel lancé par les dirigeants des pays d'Asie du Sud-Est en faveur de la fin des «violences militaires» en Birmanie, où les opposants à la junte ont continué à descendre dans les rues hier, malgré la répression.

Depuis le coup d'État du 1^{er} février, la répression a fait plus de 740 morts en Birmanie et un rapporteur de l'ONU a évalué le nombre de personnes déplacées à plus de 250 000, avec à la clé la menace d'une déstabilisation de la région.

Le chef de l'armée birmane, le général Min Aung Hlaing, a participé samedi à un sommet avec les responsables de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) à Jakarta.

Les dix nations de l'Asean sont parvenues à un consensus sur un plan en cinq points en faveur notamment d'une «cessation immédiate de la violence en Birmanie», selon un communiqué diffusé samedi par le bloc.

L'Asean compte aussi nom-

mer un émissaire spécial pour «faciliter la médiation entre toutes les parties», une personnalité qui serait en mesure de se rendre en Birmanie. Samedi soir, un porte-parole du «Gouvernement d'unité nationale» (GUN) – un gouvernement fantôme constitué de députés déçus principalement issus du parti d'Aung San Suu Kyi (la Ligue nationale pour la démocratie, LND) – a salué l'appel à la fin des violences comme «une nouvelle encourageante». «C'est ce que demande le Gouvernement d'unité nationale», a déclaré le «ministre» de la Coopération internationale de ce gouvernement, le D' Sasa, qui est entré dans la clandestinité.

«Nous attendons avec impatience une action ferme de l'Asean pour le suivi de ses décisions et pour restaurer la démocratie et la liberté pour notre peuple et pour la région».

Les membres du GUN sont recherchés par la junte pour haute trahison.

Dans la nuit, le chef de la

diplomatie européenne, Josep Borrell, a déclaré que l'UE continuerait d'appeler à la libération des prisonniers politiques.

Outre la violente répression, la junte a également restreint les moyens de communication dans tout le pays, avec des coupures d'internet nocturnes depuis 70 jours et une baisse de la couverture mobile, coupant de fait les accès à l'information.

Le média indépendant «The Irrawaddy» a confirmé hier que son ancien rédacteur en chef, Thu Thu Tha, avait été arrêté à Thanlyin, une ville portuaire proche de Rangoun.

«Malgré la présence de Min Aung Hlaing au sommet de l'Asean, c'est comme d'habitude», a déclaré le fondateur du journal, Aung Zaw, à l'AFP, ajoutant que la plupart de son personnel se cachait actuellement.

Alors même que le chef de la junte était à Jakarta, l'armée a continué à réprimer samedi des manifestations dans toute la Birmanie, tuant au moins un manifestant, d'après un témoin.



Basketball/AGE «bis» de la FABB

Rabah Bouarifi réélu pour un nouveau mandat

Le président sortant de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB), Rabah Bouarifi, a été réélu à la tête de l'instance pour le mandat olympique 2021-2024, lors des travaux de l'Assemblée générale électorale (AGE) «bis», tenus samedi à Alger. Lors de ce deuxième scrutin, organisé après l'annulation de la première AGE tenue le 10 avril dernier suite aux recours formulés par des membres de l'Assemblée, la présidence de la FABB s'est disputée entre deux candidats, à savoir Rabah Bouarifi et le patron du TRA Draria, également membre du bureau fédéral sortant, Abdellah Moula. Les trois autres candidats, en l'occurrence Ramzy Belhadj, Mehdi Oucif et Zaki Lahmar, s'étant retirés au début des travaux de cette session électorale «bis». Sur les 65 membres votants, Bouarifi a obtenu 37 voix, contre 25 pour Abdelallah Moula et 3 bulletins annulés, confirmant les résultats de la première AGE qui avait débouché sur la reconduction

de Bouarifi pour un 3^e mandat à la tête de l'instance, après son retour à la FABB en 2019. Réhabilité par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) après son inéligibilité lors des élections du mandat olympique 2017-2020, Bouarifi (66 ans) avait été intronisé à la tête de l'instance suite au retrait de confiance au président Ali Slimani par les membres de l'AG, lors d'une session extraordinaire organisée en avril 2019. Dans une déclaration à l'APS, Bouarifi s'est félicité de «la transparence dans laquelle s'est déroulée cette deuxième élection», estimant que «les résultats ont confirmé la volonté des membres de l'AG d'élire leur candidat de façon démocratique». «L'Assemblée générale s'est prononcée une deuxième fois et m'a choisi pour présider la FABB pour un nouveau mandat. Maintenant, il faut se mettre au travail en laissant nos différends de côté et privilégier l'intérêt du basket», a-t-il déclaré.

Parcours des clubs algériens en compétition africaine

Les félicitations du nouveau patron de la FAF

Le nouveau patron de la FAF, Charaf-Eddine Amara, s'est félicité du parcours des clubs algériens, dont trois ont réussi jusqu'à présent à se qualifier à des tours avancés, aux quarts de finale plus exactement, et qui sont le CRB, le MCA et la JSK qui ont arraché de haute lutte leur billet pour ce tour.



La qualification du CRB, du MCA et de la JSK saluée par Amara

Par Mahfoud M.

«**L**a qualification de trois clubs algériens à des tours avancés de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération, est une preuve que le football algérien, pratiqué localement, a enregistré des progrès, malgré tout ce qui se dit à ce sujet», a souligné Amara à la presse algérienne avant son départ pour Doha où aura lieu demain le tirage au sort de la Coupe arabe-2021 de la Fifa. «J'espère que nos clubs continueront avec succès leur parcours dans ces deux compétitions», a-t-il souhaité. Le CR Belouizdad et le

MC Alger sont qualifiés aux quarts de finale de la Ligue des champions, alors que la JS Kabylie a atteint les quarts de finale de la Coupe de la Confédération. En revanche, l'ES Sétif ambitionne d'atteindre ce tour en accueillant, mercredi prochain, le Ahly Benghazi pour le compte de la 6^e et dernière journée de la Coupe de la Confédération. Cependant, le sort du représentant algérien n'est pas entre ses mains. Le tirage au sort de la Coupe arabe-2021 aura lieu à l'opéra «Katar» de Doha demain à 21h00 (heure locale, 19h00 heure algérienne). La compétition regroupera, outre l'Algérie, 22 autres équipes arabes. Les rencontres auront

lieu en décembre prochain au niveau de six stades retenus pour la Coupe du monde-2022. D'autre part, l'ancien président du CR Belouizdad a fait savoir qu'il comptait se réunir avec le sélectionneur national, Djamel Belmadi, «dans les meilleurs délais, que ce soit à Doha ou ailleurs». Charaf-Eddine Amara a déclaré, en outre, que sa présence à la cérémonie du tirage au sort de la Coupe arabe-2021 représentait un message fort sur la nécessité de la présence de l'Algérie dans tous les rendez-vous footballistiques, soulignant que la Fédération algérienne accordait une grande importance à cette compétition.

M. M.

CS Constantine

Des supporters réclament le départ du président du CA

Des dizaines de supporters du CS Constantine (Ligue 1) ont observé, dans la nuit de vendredi à samedi, un sit-in devant le siège de la wilaya pour réclamer le départ de l'actuel président du Conseil d'administration de la Société sportive par actions (SSPA), Ramzi Guesmi, récemment installé par l'actionnaire majoritaire. «Depuis qu'il a occupé ce poste, le président du Conseil d'administration du CSC a perturbé la sérénité de l'équipe, en s'opposant au renforcement de l'effectif par de nouveaux joueurs lors du

dernier mercato, ce qui a provoqué la démission de l'ex-directeur sportif, Yacine Bezzaz», affirment des supporters ayant tenu un sit-in de protestation pacifique en vue de solliciter l'intervention des autorités locales pour remédier à la situation prévalant au sein de l'équipe. Selon les supporters, «Ramzi Guesmi a déstabilisé l'équipe, laquelle a toutefois réussi à s'extirper de la zone de relégation et réalisé un retour rapide dans la course au podium après la venue de Yacine Bezzaz et l'entraîneur Miloud Hamdi».

Coupe de la Ligue (1/8^e de finale)

JS Saoura-JSM Skikda reporté au 8 mai

Le match des 1/8^e de finale de la Coupe de la Ligue de football, entre la JS Saoura et la JSM Skikda, initialement programmé le 30 avril, se déroulera finalement le 8 mai prochain à Béchar, a indiqué, samedi, la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Ce report fait suite à celui de la rencontre JSM Skikda-ES Sétif comptant pour la mise à jour de la 18^e journée du championnat de Ligue 1, ini-

tialement prévue pour dimanche (16h00) mais renvoyée au samedi 1^{er} mai. Un chamboulement nécessaire pour permettre à l'Entente de Sétif, représentant algérien en Coupe de la Confédération de préparer au mieux son match face au Ahly Benghazi (Libye), prévu mercredi à Sétif et qui sera décisif dans la course à la qualification aux quarts de finale de la compétition africaine.

Ligue 2 (13^e journée)

La JSMB et le MCB Oued Sly recollent en tête, l'USMAn s'y maintient

Les leaders des trois groupes de la Ligue 2 de football ont connu des fortunes diverses lors de la treizième journée, disputée samedi, et qui a vu le leader du Groupe Centre, le RC Arba, tomber à Lakhdar, alors que l'ASM Oran (Ouest) a été accrochée sur son terrain par la JSM Tiaret (1-1), seule l'USM Annaba (Est) est parvenue à gagner son match devant le MO Constantine (2-1). La surprise de cette journée est venue de Lakhdar, où l'IBL a fait mordre la poussière au leader du groupe Centre, le RC Arba (1-0), ce qui permet à la JSM Béjaïa, victorieuse à Blida de l'USMB (1-0), de le rejoindre en tête du clas-

sement. En revanche, le MO Béjaïa contrainait au nul à domicile par le RC Kouba (1-1), a raté l'aubaine de partager la 1^{re} place avec le RCA et la JSMB. L'USM Harrach et le WA Boufarik ont été également contraints au nul à domicile sur le même score (1-1), alors que l'ES Ben Aknoun s'est fait surprendre sur son terrain par le CR Beni Thour (1-2). Au groupe Est, l'USM Annaba, longtemps menée au score par le MO Constantine, a fini par l'emporter par (2-1) pour conserver sa 1^{re} place avec deux longueurs d'avance sur l'US Chaouïa, facile vainqueur de la lanterne rouge, le MSP Batna (3-1). Le HB Chelghoum

Laid, accroché sur son terrain par le CRB Ouled Djellal (0-0), reste 3^e mais perd du terrain sur le duo de tête. L'USM Khenchela est la seule équipe à avoir gagné à l'extérieur et précisément au Khroubs (1-0). A l'Ouest, le MCB Oued Sly, vainqueur du MC Saïda (2-0), a tiré profit du nul concédé par l'ASM Oran à domicile (1-1) pour la rejoindre en tête du classement avec 28 points pour chaque équipe, avec une longueur d'avance sur le CR Témouchent qui s'est imposé difficilement devant l'IRB Kerma (2-1), mais qui devance de sept points nos poursuivant immédiat le SKAF Khemis (4-20 pts).

MC Alger

Un groupe ad hoc Sonatrach-supporters pour la participation à la gestion du club

Un groupe ad hoc entre le Groupe «Sonatrach» et les supporters du Mouloudia Club d'Alger (MCA) sera mis en place pour la participation à la gestion du club, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère de l'Energie. Cette décision a été prise lors d'une rencontre, tenue au siège du ministère de l'Energie et des Mines, avec les

représentants des différents présidents des comités de supporters du MCA, ainsi que d'anciens joueurs, a précisé la même source. Les ministres de l'Energie et des Mines, de la Jeunesse et des sports, le wali d'Alger et le président-directeur général de la Sonatrach, ont participé à cette rencontre, souligne le document. Ainsi, après un

débat «constructif», plusieurs points ont été retenus, entre autres, le Centre d'entraînement de Zeralda, dont «les situations administratives et financières ont été finalisées par la Sonatrach», note le communiqué. A cet effet, le wali d'Alger a invité les représentants des supporters et les anciens joueurs du MCA, ainsi que ceux de la Sonatrach, à une séance de travail hier 25 avril 2021, en vue d'arrêter le calendrier des travaux. S'agissant de la fusion entre la Société sportive par actions du Mouloudia Club d'Alger (SSPA/MCA) et le Groupement sportif pétrolier (GSP), le communiqué a expliqué que «l'opération a été entamée et se poursuivra en relation avec les différents secteurs et autorités concernés». Pour la gestion de la SSPA/MCA, il a été convenu la mise en place d'un groupe ad hoc entre la Sonatrach et les représentants des supporters pour la participation à la gestion du club.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

14^e jour de ramadhan
Imsak : 04 : 15
Iftar : 19 : 36

Covid et variants à Béjaïa

Un rebond de contamination observé ces dernières semaines

UN REBOND de cas de contamination au Covid et aux variants britannique et nigérian, entre autres, est enregistré ces derniers jours à Béjaïa. Des médecins ont lancé des appels à la vigilance et au respect des mesures barrières, dont la distanciation sociale et le port du masque facial de protection dans les lieux publics, entre autres les marchés, magasins, transports en commun.

On parle de plus en plus d'une troisième vague de contamination par cette pandémie. On en veut pour preuve le décès de deux personnes, dont une femme médecin le 13 du mois courant à El-Kseur, en l'occurrence le D^r S. Birem, enceinte de huit mois. Le CHU de Béjaïa avec ces deux structures hospitalières (Khéllil-Amrane et Frantz-Fanon) a enregistré 19 cas en deux semaines.

«La situation est de plus en plus inquiétante», dira Hafid Boudrahem, surveillant général au CHU de Béjaïa. Et d'ajouter : «Des cas sont quotidiennement enregistrés et la courbe de contamination a grimpé, on compte 19 cas depuis le début du mois d'avril, et deux à trois malades sont enregistrés chaque jour».

Un sujet est en réanimation, selon notre interlocuteur. Avec ces contaminations, l'ouverture d'un autre service dédié au Covid au CHU n'est pas à exclure, puisque des personnes ont été hospitalisées ces derniers jours au niveau du service des urgences. «Nous sommes inquiets par rapport au comportement des gens dehors. Un relâchement est observé ces dernières semaines, dont les foules qui convergent vers la foire, les

grands marchés et les bus». «Nous avons entamé une campagne de sensibilisation des citoyens, notamment sur la nécessité de prendre leurs précautions pour éviter d'être contaminés par le virus». Le D^r Fatima Rahmouni, infectiologue à l'hôpital Frantz-Fanon, lance un appel via une vidéo réalisée par la cellule de communication de la wilaya, à la vigilance et au respect des mesures préventives.

Elle a témoigné avec beaucoup d'émotion sur la contamination et le décès de son mari, le D^r Mendil. A Sidi-Aïch, 5 personnes ont été hospitalisées ces derniers jours. «Un rebond est enregistré depuis le 4 du mois en cours», selon la déclaration d'un responsable sur Radio Soummam. «Dans la journée du 22 avril, deux malades ont été enregistrés et le 21 avril un autre malade a été admis à l'hôpital», selon le même responsable, ajoutant que «deux personnes sont en exploration».

Pour rappel, «deux décès ont été enregistrés les 13 et 17 avril derniers à Sid-Aïch et Assif Al Hammam». Au niveau de l'EPH d'Amizour, pas moins de 21 sujets dont l'âge varie entre 50 et 70 ans, sont hospitalisés ces derniers jours dont une personne en réanimation.

«Il y a 7 sujets atteints par le variant britannique», a déclaré, hier, le directeur de l'hôpital sur la radio locale, appelant les citoyens à respecter les règles barrières tout en exprimant ses regrets par rapport au relâchement observé depuis plusieurs semaines.

Hocine Cherfa

Tunisie

Découverte d'un nouveau variant de Covid-19

UNE NOUVELLE souche de coronavirus vient d'être découverte en Tunisie, a indiqué, hier, le ministère tunisien de la Santé.

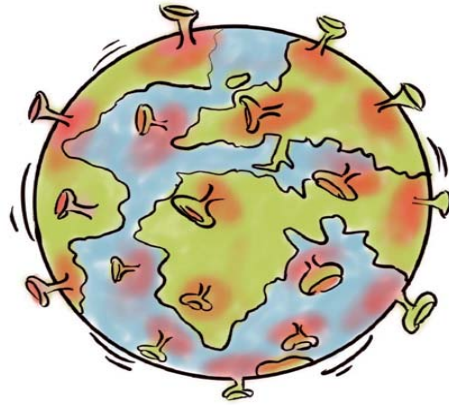
Dans des déclarations à la presse, le ministre tunisien de la Santé, Faouzi Mehdi, a précisé que les études sont en cours pour déterminer le type de ce variant, dont le foyer n'a pas encore été détecté. Il a ajouté qu'il ne s'agit ni du variant brésilien, ni du sud-africain, ni du britannique.

M. Mehdi a fait savoir que le séquençage génétique a prou-

vé l'existence de la souche britannique qui est en cours d'étude, poursuivant qu'elle sera affichée sur le site de l'Organisation mondiale de la santé pour déterminer son type. D'après le Comité scientifique de lutte contre le coronavirus, le variant britannique de Covid-19 est le plus répandu en Tunisie, qui a enregistré 298 572 cas de contaminations, dont 10 231 décès, depuis l'apparition de la pandémie dans le pays, en mars 2020.

R. T.

Propagation mondiale du coronavirus



louis

Djalou@hotmail.com

Ait Yahia (Tizi Ouzou)

Les habitants des villages de Koukou ferment la route nationale

■ L'action de protestation a contraint les usagers de la route à faire de longs détours.

Par Hamid M.

La RN 71 reliant Ain El Hammam à Azazga (60 km au sud-est de Tizi Ouzou) a été fermée, hier, pendant plusieurs heures, par des membres de la coordination des villages Koukou (Ait Haroun, Ait Bali, Ighil Ahfed et Laazib Ait Ouamara) à hauteur de la commune d'Ait Yahia, pour réclamer le revêtement des axes routiers desservant leur localité, la relance du foyer de jeunes, l'ouverture de pistes agricoles et autres revendications socio-économiques. L'action de protestation a contraint les usagers de la route à faire de longs détours. Les villageois affirment avoir épuisé toutes les voies de recours avant de radicaliser leur protestation par la fermeture de la route pour se faire entendre.



Ils ont maintenu leur action de protestation jusqu'en milieu de l'après-midi d'hier, au terme d'une réunion de travail avec le représentant du wali et le secrétaire général de la wilaya, tenue au siège de la daïra de Ain El Hammam. La route n'a été rou-

verte que peu après 14h. Les engagements pris par le représentant du wali, accompagné du directeur des travaux publics et du conservateur des forêts, semblent avoir convaincu les protestataires de rouvrir la route.

H. M.

Paludisme

Benbouzid : nécessaire maintien d'une stratégie de veille

LE MINISTRE de la Santé, Pr Abderrahmane Benbouzid, a mis l'accent, hier à Alger, sur la nécessité de «maintenir la mise en œuvre d'une stratégie de veille efficace».

M. Benbouzid a indiqué, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du paludisme (malaria) le 25 avril de chaque année, que la nécessité de «maintenir la mise en œuvre d'une stratégie de veille efficace permet de prendre en charge tous les cas de paludisme importés de manière immédiate dans le cadre des objectifs du plan national de prévention de la réintroduction de la maladie 2019-2021».

Parmi les autres objectifs de ce plan, le ministre rappelle «la

mise en œuvre d'interventions qualitatives de prévention et de lutte contre le paludisme, en synergie avec le système national de santé», ainsi que «le renforcement des capacités du système d'évaluation et de gestion des risques de résurgence de cette maladie».

Le ministre de la Santé a indiqué, à l'occasion, que la lutte contre la malaria était et demeurera parmi les priorités de la politique sanitaire nationale.

Ainsi, poursuit-il, «un grand progrès a été réalisé dans la lutte contre cette maladie, couronné par l'octroi en mai 2019 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'Algérie, d'un certificat d'élimination du paludisme, après 5 années consécu-

tives de non-enregistrement de cas autochtones».

Pour M. Benbouzid, l'obtention du certificat de l'OMS d'élimination de cette pathologie se veut «un atout supplémentaire en vue de renforcer les interventions de surveillance et de prévention en synergie avec les services de gestion et de fourniture de prestations sanitaires à tous les niveaux de la hiérarchie sanitaire».

Ceci passe à travers la mise en œuvre du Plan national de prévention de la réintroduction de la maladie 2019-2021, qui vise essentiellement à maintenir l'Algérie exempte de la malaria, notamment par un diagnostic précoce et un traitement radical».

A. H.